

## A bas Vigipirate ! Unité des « immigrés », des femmes et de la jeunesse derrière la puissance sociale de la classe ouvrière !

# Pour une nouvelle direction, une direction révolutionnaire !

Une épreuve de force est engagée. D'un côté, le gouvernement Chirac-Juppé et la bourgeoisie, soutenus par les bourgeoisies de toute l'Europe. De l'autre, la classe ouvrière, les femmes, les « immigrés », les jeunes et les étudiants, les retraités – toutes les victimes désignées de l'offensive d'austérité et de la terreur raciste de la classe dirigeante. Le mouvement de protestation qui s'amplifie se dirige vers une grève générale, un affrontement *politique* avec la bourgeoisie et son Etat. La question qui est posée de plus en plus, c'est : qui sera le maître dans le pays ? La bourgeoisie est unie dans sa détermination à mener une guerre contre les travailleurs et les opprimés. Pour mener la contre-offensive et pour gagner, la classe ouvrière a besoin d'un état-major, d'une direction révolutionnaire dont le programme est : ceux qui travaillent doivent gouverner.

A la suite des contre-révolutions capitalistes qui ont détruit les acquis des économies planifiées et collectivisées d'Union soviétique et d'Europe de l'Est, la bourgeoisie a célébré la prétendue « mort du communisme ». Aujourd'hui, les yeux des ouvriers dans le monde sont rivés sur la France, où les travailleurs combattifs font la démonstration que la lutte de classe est *vivante*. Mais ce dont les travailleurs ont besoin pour aller vers la victoire, c'est que le marxisme vive, sous la forme d'un parti d'avant-garde internationaliste, léniniste-trotskyiste, qui luttera pour la conquête du pouvoir par le prolétariat – un parti d'action révolutionnaire, pas des traîtres parlementaires ni des bureaucrates syndicaux. Un tel parti sera animé de la compréhension de Lénine qu'il doit être un tribun du peuple, combattant toutes les manifestations de l'oppression dans toutes les couches de la population ; il mobilisera derrière la puissance sociale de la classe ouvrière la jeunesse, les travailleurs maghrébins et noirs africains et leurs enfants, victimes de l'état de siège raciste (qui sont rejetés

comme « immigrés » même quand ils sont nés en France et qu'ils sont citoyens français), les femmes dont le droit à l'avortement est de plus en plus menacé.

La question cruciale aujourd'hui, c'est la question de la direction. La direction de la CFDT s'est solidarisée avec les attaques gouvernementales contre la protection sociale. Les directions de la CGT et de FO proclament que leur objectif final est le retrait du plan Juppé. Mais Chirac et Juppé ont déclaré clairement qu'ils iraient jusqu'au bout, à n'importe quel prix. Ce conflit ne sera pas résolu par des marchandages de coulisse sur le terrain parlementaire. Il ne se gagnera pas non plus simplement dans les limites étroites du syndicalisme. Méfiez-vous de ceux qui, comme le PCF et le PS, prétendent offrir une direction aux travailleurs dans le seul but de saboter leurs luttes et de les dévoyer dans l'ornière électorale. Si la classe ouvrière n'agit pas avec détermination et audace, le résultat pourrait bien être un renforcement, non seulement de la droite parlementaire, mais aussi des nervis fascistes de Le Pen, qui terrorisent les « immigrés » et s'offrent comme ultime recours à la bourgeoisie face à une menace révolutionnaire du prolétariat.

Comme le disait un gréviste, nous avons besoin d'un « *gouvernement de la grève* ». Mais comment y parvenir ? Il est nécessaire d'unifier les travailleurs dans une lutte organisée, coordonnée et dirigée contre le régime, de rallier d'autres secteurs de la population qui soutiennent les travailleurs et luttent eux aussi contre les attaques tous azimuts. La première étape est la formation, dans les usines et entreprises, de comités élus, sur le lieu de travail, dans des assemblées générales de grévistes, pour diriger et coordonner la lutte. Il est crucial d'étendre les grèves à d'autres secteurs, et principalement les bastions ouvriers de l'industrie (où les travailleurs immigrés sont une compo-

sante stratégique) – trop souvent, l'absence d'une direction capable de généraliser et de lier entre elles les luttes des travailleurs a permis à la bourgeoisie d'isoler les secteurs combattifs et d'étouffer la combativité ouvrière. Contre les plans du gouvernement d'utiliser des bus jaunes pour briser la grève des transports, il est nécessaire de mobiliser des piquets de masse pour bloquer les rues et d'organiser l'envoi de piquets volants pour étendre la grève – en particulier au secteur privé – et pour la renforcer.

Contre la menace de recourir à l'armée, contre la mobilisation des fascistes qui agissent comme fer de lance de la réaction sociale et qui sont prêts à servir à la bourgeoisie de supplétifs pour briser la grève, il faut que les comités d'usine organisent des *détachements ouvriers de défense*. Des groupes ouvriers disciplinés sont nécessaires pour défendre les manifestations et mobilisations des grévistes et pour défendre les quartiers immigrés qui constituent la première cible des bandes fascistes et de la terreur policière raciste de Vigipirate. Le mouvement ouvrier doit appeler les soldats du contingent à refuser de servir de briseurs de grève.

Des comités d'usine – centralisés à l'échelle de la ville puis du pays – devront contrôler et organiser la distribution des biens de consommation et la gestion des services sociaux, intégrant des représentants des étudiants, des communautés « immigrées », des chômeurs, des travailleuses et des femmes au foyer, ainsi que d'autres couches de la population.

De tels comités d'usine peuvent devenir le noyau d'un *pouvoir prolétarien* (des conseils ouvriers ou soviets) qui se dressera face au pouvoir bourgeois. L'issue de la confrontation dépendra de la direction de la classe ouvrière.

L'offensive actuelle du gouvernement contre la classe ouvrière a été préparée par une incessante campagne raciste qui prend pour cibles les travailleurs immi-

grés et leurs enfants, victimes de la terreur policière et d'expulsions, désignées comme boucs émissaires de la crise du capitalisme, afin de diviser la classe ouvrière sur des bases racistes. C'est pour le prolétariat tout entier une question d'autodéfense élémentaire que le mouvement ouvrier combatte avec intransigeance toutes les formes de discrimination, dans l'emploi, le salaire, l'enseignement ou le logement, et qu'il revendique que tous les emplois du secteur public soient ouverts aux travailleurs « non français » – pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et leurs familles ! Afin de combattre le chômage et donner du travail à tous, nous exigeons une réduction de la semaine de travail, sans diminution de salaire !

Les mobilisations étudiantes et lycéennes actuelles contre la misère de l'enseignement doivent faire leur jonction avec le prolétariat en lutte. Comme la Jeunesse spartaciste, groupe de jeunesse de la Ligue trotskyte, l'expliquait dans un tract distribué le mois dernier aux étudiants en lutte : « *Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est un programme révolutionnaire qui lie la lutte de la jeunesse pour le droit à un emploi, à un logement, un salaire – à une vie décente – à la lutte prolétarienne pour en finir avec ce système capitaliste d'exploitation et d'oppression. Nous, Jeunesse spartaciste, nous battons pour un enseignement de qualité, gratuit, ouvert à tous sans discriminations racistes ou de classe. Nous sommes pour l'accès du prolétariat aux fruits de la culture, pour le plein accès de la jeunesse ouvrière aux universités. Pour des facs ouvertes à tous et des bourses adéquates !* »

Les attaques du régime capitaliste français contre la Sécurité sociale ne sont pas une exception. La même chose s'est produite en Grande-Bretagne, on a essayé de le faire en Italie et on le prépare en Allemagne. Le FMI et les classes dirigeantes capitalistes d'Europe ont fait

## Pour un gouvernement ouvrier qui balaie tout le système capitaliste pourri !

savoir que la bourgeoisie française devait faire passer ces mesures, et elle est tout à fait prête à s'unir avec les classes dirigeantes de l'autre côté des frontières, dans une alliance pour mater le prolétariat français, comme elle l'a fait plus d'une fois, de la Commune à Vichy. A l'Europe de l'OTAN, il est nécessaire d'opposer une Europe des luttes ouvrières. Ce qu'il faut, c'est une perspective internationaliste qui tende la main aux travailleurs en lutte en Italie, qui cherche à lier son combat à celui des étudiants qui manifestent en Belgique, qui en appelle aux ouvriers d'Allemagne pour mener la lutte en commun contre les attaques capitalistes. Il est particulièrement crucial de tendre la main, par-dessus la Méditerranée, aux masses nord-africaines qui subissent le joug de l'exploitation impérialiste, et dont les frères de classe sont une composante clé du prolétariat de ce pays.

Au contraire, le PCF est opposé à une telle perspective, avec ses appels nationalistes-chauvins à « Produire français », qui rend responsables de la montée du chômage dans ce pays non pas les patrons français, mais les ouvriers étrangers. Le PCF aimerait servir d'instrument à la bourgeoisie pour dévoyer et saboter les luttes combattives des travailleurs, comme il l'a fait en Mai 68 quand il a montré qu'il savait comment « terminer une grève » en étranglant les occupations ouvrières des usines et les manifestations étudiantes de masse qui avaient amené la France au bord de la révolution. Avec ses appels du pied infâmes au racisme anti-« immigré », dont le symbole reste l'envoi d'un bulldozer contre un foyer d'ouvriers maliens à Vitry en 1981, et son soutien à 14 ans de gouvernements « socialistes » de Mitterrand – qui se sont distingués par la terreur raciste d'Etat contre les « immigrés » –, le PCF a aidé à préparer le terrain pour la montée du Front national de Le Pen, qui se prépare aujourd'hui à lancer ses nervis fascistes contre le

mouvement ouvrier.

Le rôle historique du PCF a été d'endiguer la lutte de classe et de la dévoyer dans l'impasse du parlementarisme. Aujourd'hui, le PCF n'est plus la force hégémonique qu'il était jadis dans la classe ouvrière, à cause de la banqueroute complète du stalinisme en Union soviétique et en Europe de l'Est – où les trahisons de la bureaucratie ont pavé la voie à la contre-révolution capitaliste – ainsi qu'en France. Mais on peut être sûr que Hue et Cie n'ont pas abandonné leurs vieilles habitudes et qu'ils feront de leur mieux pour saboter la lutte des travailleurs.

Enhardie par la défaite historique qu'a été pour le prolétariat la destruction de la patrie de la révolution d'Octobre, la bourgeoisie pense aujourd'hui qu'elle peut s'en prendre impunément aux travailleurs chez elle, avec ou sans l'assistance de ses lieutenants réformistes. Pas étonnant que les préjugés syndicalistes et la méfiance vis-à-vis des partis politiques soient aujourd'hui tellement répandus auprès des ouvriers combattifs. C'est le résultat de décennies de trahisons de collaboration de classes du PCF, qui ont perverti la signification même du mot communisme, et de 14 ans d'attaques que les gouvernements de front populaire qui se réclamaient frauduleusement du « socialisme » (et qui étaient en fait des coalitions de collaboration de classes entre PS, PCF et politiciens bourgeois) ont portées à la classe ouvrière et aux communautés d'origine maghrébine et africaine noire.

Sans aucun programme ni perspective révolutionnaire, des groupes pseudo-trotskyistes comme la LCR et LO cherchent à apparaître comme plus combattifs que les bureaucraties réformistes largement discréditées. Ils appellent à des grèves générales « illimitées » limitées à des mots d'ordre strictement économicistes. Ils ne soufflent mot de la nécessité pour le mouvement ouvrier ethniquement intégré de combattre l'oppression raciste et sexuelle, d'écraser Vigipirate, de se

mobiliser contre la menace fasciste. Leur « alternative révolutionnaire » est à droite de toute une couche du mouvement étudiant actuel, comme en témoigne le tract des étudiants de Saint-Denis (Paris VIII) qui appelait à s'opposer aux attaques racistes du gouvernement. Dans la manifestation de masse de l'automne dernier contre les essais nucléaires français dans le Pacifique, le PCF et le PS, tout comme leurs appendices d'« extrême gauche », n'ont pas dit un seul mot contre Vigipirate. Ainsi, ils embrassent tous au bout du compte les campagnes et les intérêts de « leur » bourgeoisie et ne font rien pour remettre en cause la domination capitaliste, tout comme ils avaient soutenu le front populaire antiouvrier de Mitterrand.

Plus récemment, plusieurs de ces organisations – dont la LCR et Pouvoir ouvrier – ont joint leurs voix aux clameurs hypocrites en faveur de la « pauvre petite Bosnie » et réclamé une intervention impérialiste contre les Serbes de Bosnie. Maintenant, ils ont ce qu'ils réclamaient à cor et à cri. Quant à Lutte ouvrière, et à Socialisme international, ils ont refusé d'appeler à la défense de Serbes de Bosnie contre l'agression impérialiste.

Cette même armée française qui est déployée pour l'opération de terreur raciste Vigipirate est maintenant envoyée pour une « mission humanitaire » en Bosnie. Mais alors même que la bourgeoisie s'apprête à envoyer son armée imposer les diktats de l'OTAN aux peuples de l'ex-Yougoslavie, elle menace d'abord d'utiliser ces soldats pour imposer les diktats économiques de l'Europe de l'OTAN contre les travailleurs de ce pays. Il est nécessaire pour la classe ouvrière de s'opposer à l'envoi d'un corps expéditionnaire impérialiste dans les Balkans. Les intrigues des grandes puissances dans cette région du monde sont l'illustration de l'escalade des rivalités interimpérialistes qui a fait suite à la

destruction de l'Union soviétique et qui, en dernier ressort, conduira à une autre guerre mondiale.

Nous, Ligue trotskyste, avons appelé à défendre les Serbes de Bosnie contre l'agression de l'OTAN. Non à la conscription – pas un homme, pas un sou pour l'armée bourgeoise ! Et contrairement aux réformistes et aux centristes qui capitulent devant la croisade raciste de Chirac, la Ligue trotskyste a appelé à un rassemblement de front unique contre la vague de terreur raciste et impérialiste en France et à Tahiti, pour exiger : A bas les pogromes anti-immigrés et l'état de siège raciste de Chirac ! Flics et troupes françaises, hors des quartiers immigrés et hors de Tahiti ! Notre rassemblement a eu lieu à Paris devant le cinéma le Grand Rex, l'un des lieux où le 17 octobre 1961 des centaines d'Algériens ont été massacrés alors qu'ils manifestaient pour l'indépendance.

De cette manière, comme avec notre combat pour la libération de Mumia Abu-Jamal, prisonnier politique noir dans le couloir de la mort aux Etats-Unis, nous cherchons à agir comme le noyau du parti ouvrier révolutionnaire qui devra être un tribun des opprimés. Une défaite du plan Juppé aujourd'hui sera une énorme victoire pour le mouvement ouvrier. Mais une bourgeoisie blessée est un animal vraiment dangereux.

La bourgeoisie est passée à l'attaque contre la classe ouvrière. Les réformistes du PCF et du PS, apôtres de la collaboration de classes, tout comme leurs appendices d'« extrême gauche », n'offrent que des réformes illusoire. Ils sont tous incapables de diriger vraiment la classe ouvrière, dans les luttes actuelles tout comme dans la lutte pour en finir avec le système de l'esclavage salarié. Seul un parti de type bolchévique, basé sur une perspective révolutionnaire prolétarienne, pourra faire avancer la cause des travailleurs. Forger ce parti, dans la lutte, telle est la tâche urgente d'aujourd'hui.

## ABONNEZ-VOUS !

# LE BOLCHEVIK

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)  
Hors Europe : 40 F (avion 60 F) — Etranger : mandat poste international  
Belgique : 150 FB — Canada : 12 \$ — Maroc : 20 DH — Tunisie : 3 000 m

Nom \_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

CP \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_ Pays \_\_\_\_\_

sup. 135

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

## BROCHURE DE LA LIGUE TROTSKYSTE

*Mai 68:  
Des leçons brûlantes  
pour les luttes  
d'aujourd'hui*

10 F



### POUR CONTACTER LA LIGUE TROTSKYSTE

**Paris** Le Bolchévik BP 135-10 75463 Paris cedex 10 Tél : 42 08 01 49  
**Rouen** Le Bolchévik BP 240 76003 Rouen cedex Tél : 35 73 74 47